

Les travailleurs sont obligés de se servir de leur automobile. Beaucoup d'entre nous favorisent les transports en commun et espèrent qu'un jour ceux-ci répondront aux besoins et diminueront notre esclavage de l'automobile. Il ne sert à rien de proclamer que de nombreux arguments militent en faveur des transports en commun. Un fait est là, ils sont actuellement insuffisants et, en dépit de toutes les bonnes intentions du gouvernement, ils le resteront pendant un certain temps.

Il n'est guère réaliste de dire que les automobilistes ne sont pas obligés de payer la taxe sur l'essence, qu'ils peuvent délaisser leur automobile pour les transports en commun. Premièrement, des transports en commun supposent une infrastructure qui n'existe pas au Canada. Deuxièmement, même si nous étions capables de la mettre sur pied, le passage des transports privés aux transports en commun prendrait de nombreuses années. Il nous reste donc l'automobile avec tous ses inconvénients. Il est évident que l'automobile n'est pas simplement utilisée pour l'agrément, mais qu'elle permet à de nombreuses personnes de garder leur emploi. Certains parcourent 40 ou 50 milles en automobile pour aller à leur travail, et pas seulement dans ma circonscription. Selon le député de Nanaimo-Cowichan-Les Îles (M. Douglas), c'est le lot d'un grand nombre de ses mandants. On pourrait arguer que sa circonscription constitue un cas exceptionnel, parce que beaucoup d'activités sont liées à l'exploitation des forêts et à la pêche et qu'il faut y admettre l'obligation de parcourir de longues distances pour aller travailler. Mais, à mon avis, cette situation n'est pas rare.

Je représente une circonscription fortement urbanisée où les gens parcourent de grandes distances pour aller au travail. Il n'est pas rare qu'un habitant de Kitchener ou de Guelph travaille à Cambridge ou qu'un habitant de Cambridge se rende chaque jour à Kitchener ou à Guelph. Les gens ne vivent pas à la porte de leur usine. Les emplois changent, de nouvelles qualifications professionnelles sont exigées, les usines se déplacent. La mobilité des travailleurs est donc un facteur important. Le ministre sera le premier à admettre que c'est un moyen d'assurer un placement plus efficace. Veut-on la rendre plus onéreuse? Le ministre veut-il détruire cet élément de la politique de main-d'œuvre?

Je reviens à ce que je disais tantôt. Dans une partie du budget on s'efforce de remédier aux difficultés créées dans une autre ou par les effarantes politiques économiques du gouvernement. Il semble que les programmes du gouvernement se neutralisent réciproquement. On se demande donc à quoi mène le budget. Je compatis avec le ministre des Finances, à qui l'on demande de reflouer une maison qui s'écroule. Quand même, je crois, qu'il aurait pu faire mieux avec son budget.

Plusieurs possibilités s'offraient au gouvernement. Le ministre a-t-il cru qu'il fallait augmenter les recettes, que la taxe d'exportation ne rapportait pas assez d'argent, ou que la non-déductibilité des redevances payées aux provinces ne suffisait pas? Il est clair qu'il tenait à conserver un prix unique pour le pétrole sur l'ensemble du territoire. Il ne faut pas après tout que, dans un même pays, le bonheur d'une région fasse le malheur des autres. En passant, permettez-moi de dire quelques mots sur les flèches lancées par le ministre à l'Ontario. A la veille de l'élection provinciale qui doit y avoir lieu, on entend bien des observations à caractère politique qui ne se diraient pas en d'autres temps. Le ministre a dit que l'Ontario fait preuve d'un grand égoïsme en refusant aux provinces pétrolières le droit à des recettes plus élevées. Ce qu'il a

oublié de dire, c'est que l'Ontario, malgré tous ses travers, a appuyé pendant 11 ans la politique nationale du pétrole en payant plus cher que nécessaire le pétrole et le gaz de l'Ouest, afin de stimuler le développement de l'industrie énergétique de l'Ouest du pays.

L'Ontario aurait pu acheter du pétrole étranger à meilleur compte. En 11 ans, la population ontarienne a versé 500 millions de plus qu'elle ne le devait réellement, pour permettre à l'industrie pétrolière de l'Ouest de «décoller». C'est trop commode de l'oublier. On se dit qu'il y a toujours eu une demande pour le pétrole, on ne veut pas se rappeler qu'il y a 20 ans personne n'en voulait. Ni les Américains, ni personne d'autre. Le pétrole de provenance étrangère arrivait aux ports de l'Est à des prix dérisoires. Mais le gouvernement fédéral a instauré une garantie de marché pour le brut de l'Ouest jusqu'à la ligne Borden. L'Ontario s'est engagé à respecter la politique nationale du pétrole pendant 11 ans, sans qu'aucun de ses habitants ne rouspète. Aucun éditorial n'a prétendu que la population ontarienne était exploitée au profit de l'industrie pétrolière de l'Ouest. Nous avons raison de ne pas nous plaindre, parce que sans le pétrole de l'Ouest, notre situation serait aujourd'hui désespérée. Enfin, grâce à nous on a pu se constituer une impressionnante industrie pétrolière—peut-être pas aussi sensationnelle que ce qu'on aurait pu avoir sous des gouvernements socialistes...

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Saltsman:** Mais elle est magnifique, tout de même. Il faut dire la vérité à la Chambre des communes.

**M. Lambert (Edmonton-Ouest):** Et qu'est devenue l'industrie en Saskatchewan sous un gouvernement socialiste?

**M. Saltsman:** Les gens de la Saskatchewan sont très prospères sous le gouvernement socialiste.

**Une voix:** Attendez les prochaines élections. Ils seront bientôt libres.

**M. Saltsman:** Ce n'est pas l'impression de ceux qui y font campagne. Sérieusement, monsieur l'Orateur, il est bon que les prix soient uniformes d'un bout à l'autre du pays. Peu de gens contesteront cette politique. La plupart des Canadiens conviennent que cette politique est nécessaire pour sauvegarder l'unité nationale. La question litigieuse est de savoir comment financer la politique du prix uniforme. Qu'a fait le gouvernement? Il a choisi un moyen extrêmement régressif, qu'on croirait conçu pour contre-carrer l'économie et irriter les gens. D'autres possibilités s'offraient au gouvernement. Il aurait pu choisir un autre moyen pour lequel d'autres pays ont opté. Nous l'avons fait en temps de guerre. Je veux parler d'économie grâce au rationnement. Si on l'avait fait, on aurait pu émettre des cartes ou trouver une autre façon pour faire payer à chaque personne un montant minimum du prix courant. Je sais que cela entraînerait des problèmes administratifs. Cependant, toutes les exemptions que prévoit le bill entraîneront un cauchemar administratif. S'il faut exclure les agriculteurs, les hommes d'affaires, les associations de bienfaisance et ainsi de suite, ce ne sera pas plus compliqué que d'avoir un système de reçus.